



CHAPITRE 270

LOI CONCERNANT LES INGÉNIEURS CIVILS

CHAPTER 270

AN ACT RESPECTING CIVIL ENGINEERS

Titre abrégé. **1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des ingénieurs civils*. S. R. 1925, c. 218, a. 1.

1. This act may be cited under the title of the *Civil Engineers' Act*. R. S. 1925, c. 218, s. 1.

Interprétation: **2.** Les expressions suivantes employées dans la présente loi ont le sens qui leur est donné ci-après, à moins que le texte ne renferme quelque chose d'incompatible avec cette interprétation:

2. The following expressions in this act have the meanings hereby assigned to them, unless the context otherwise requires:

“Corporation”; **1°** L’expression “la corporation” signifie “la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec”;

1. The expression “the Corporation” means the Corporation of Professional Engineers of Quebec;

“Conseil”; **2°** L’expression “le conseil” signifie le conseil de ladite corporation;

2. The expression “the Council” means the Council of the said Corporation;

“Membre”; **3°** L’expression “membre” signifie un membre de ladite corporation;

3. The expression “member” means a member of the said corporation;

“Ingénieur civil”. **4°** L’expression “ingénieur civil” signifie quiconque exerce les fonctions d’ingénieur, en donnant des conseils sur, en faisant des mesurages, tracés ou dessins pour, ou en surveillant la construction de chemins de fer, ponts métalliques, ponts en bois dont le coût excède six cents dollars, voies publiques requérant les connaissances et l’expérience d’un ingénieur, routes, canaux, havres, améliorations de rivières, phares, et travaux hydrauliques, électriques, mécaniques, municipaux et autres travaux d’ingénieur, non compris les chemins de colonisation du gouvernement et les chemins ordinaires dans les municipalités rurales; mais elle n’est pas censée s’appliquer à un artisan ou à un ouvrier expert. S. R. 1925, c. 218, a. 2.

4. The expression “civil engineer” means any one who acts or practises as an engineer in advising on, in making measurements for, or in laying out, designing or supervising the construction of railways, metallic bridges, wooden bridges the cost of which exceeds six hundred dollars, public highways requiring engineering knowledge and experience, roads, canals, harbors, river improvements, light-houses, and hydraulic, electrical, mechanical, municipal or other engineering works, not including government colonization roads or ordinary roads in rural municipalities; but does not apply to a mere skilled artisan or workman. R. S. 1925, c. 218, s. 2.

Constitution de la corporation. **3.** Les personnes qui, le 14 février 1920, (date de l’entrée en vigueur de la loi 10 George V, chapitre 66,) étaient

3. The persons who, on the 14th of February, 1920 (the date of the coming into force of the act 10 George V, chapter

Nom.	membres de l'Institut des ingénieurs du Canada, autrefois "la société canadienne des ingénieurs civils", domiciliées et pratiquant dans la province de Québec, et toutes les personnes qu'ils ont pu ou pourront s'adjoindre après cette date suivant les dispositions de la présente loi, forment, depuis cette date, une corporation sous le nom de "la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec", avec tous les droits, pouvoirs et privilèges accordés par la loi aux corporations ordinaires. S. R. 1925, c. 218, a. 3.	66), were members of the Engineering Institute of Canada, formerly The Canadian Society of Civil Engineers, domiciled and practising in the Province of Quebec, and all other persons whom they may, after such date, join to them according to the provisions of this act, shall form a corporation under the name of "The Corporation of Professional Engineers of Quebec", with all the rights and privileges granted by law to ordinary corporations. R. S. 1925, c. 218, s. 3.	Name.
Conseil.	4. 1. Ses affaires sont administrées par un conseil composé de huit membres de la corporation, élus en la manière prévue par les règlements de la corporation.	4. 1. Its affairs shall be administered by a Council composed of eight members elected in the manner provided by the by-laws of the Corporation.	Council.
Pouvoirs de la corporation.	2. Elle a le droit d'adopter des règlements pour la bonne administration de ses affaires; fixer la contribution annuelle de ses membres; l'élection des membres du conseil; la régie, la gouverne, l'honneur et la dignité de ses membres; l'admission à l'étude et à la pratique de la profession, conformément aux dispositions des articles 12, 13 et 14; les honoraires relativement aux services professionnels; l'admission à la pratique des personnes membres de toute corporation ou société d'ingénieurs professionnels des autres provinces du Canada, pourvu que telle corporation ou société exige des qualités équivalentes pour l'admission de ses membres et qu'elle accorde les mêmes privilèges aux membres de la corporation de cette province; son affiliation avec l'Institut des ingénieurs du Canada, et pour tous autres objets nécessaires au bon fonctionnement de la corporation.	2. It shall have the right to adopt by-laws for the proper administration of its affairs; to fix the annual contribution of its members; for the election of the members of the council; for the guidance, the honour and the dignity of its members; for the admission to the study and practice of the profession, in conformity with the provisions of sections 12, 13 and 14; for establishing fees for professional services; for the admission to practice of persons who are members of any corporation or society of professional engineers of any other Province of Canada, provided such corporation or society exacts equivalent qualifications for the admission of its members and that it grants the same privileges to members of the Corporation of this Province; for its affiliation to the Engineering Institute of Canada;—and for all other objects necessary for the proper working of the Corporation.	Powers of corporation.
Tarif.	Les tarifs d'honoraires ci-dessus mentionnés n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et leur publication dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> .	The tariffs of fees hereinabove mentioned shall not come into force until approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the <i>Quebec Official Gazette</i> .	Tariffs.
Témoins.	3. Dans l'exercice de ses fonctions, pour l'audition des plaintes faites contre les membres de la corporation, le conseil peut assigner des témoins et à défaut de comparaître et de répondre, le témoin est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars recouvrable de tout tribunal compétent. Tout membre du conseil a le droit d'assermenter les parties et les té-	3. In the exercise of its functions for the hearing of complaints made against any member of the Corporation, the council may summon witnesses, and, upon failure to appear and answer, the witnesses shall be liable to a fine of not more than twenty dollars recoverable before any court of competent jurisdiction. Any member of the council shall have the right	Witnesses.

moins. S. R. 1925, c. 218, a. 4; 23 Geo. V, c. 81, a. 1.

to administer the oath to the parties and the witnesses. R. S. 1925, c. 218, s. 4; 23 Geo. V, c. 81, s. 1.

Siège social.

5. Le siège de la corporation est à Montréal. S. R. 1925, c. 218, a. 5.

5. The head office of the Corporation shall be in Montreal. R. S. 1925, c. 218, s. 5. Head office.

Droit d'exercer.

6. Nul ne peut, dans la province, prendre le titre d'ingénieur civil, ni se servir d'une abréviation de ce titre ou d'un nom, titre ou désignation pouvant faire comprendre qu'il est membre de la corporation, ou pratiquer ou exercer la profession d'ingénieur civil dans le sens de l'article 2, à moins qu'il ne soit membre de la corporation ou ne le devienne en vertu des dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 218, a. 6.

6. No person shall be entitled, within the Province, to use the title of civil engineer, or any abbreviation thereof, or any name, title or description implying that he is a corporate member of the said Corporation, or to act or practise as civil engineer within the meaning of section 2, unless he is a corporate member of the Corporation or becomes such under the provisions of this act. R. S. 1925, c. 218, s. 6. Right to practise.

Membres de la corporation.

7. Sont membres de la corporation:

7. The following shall be members of the Corporation: Members of Corporation.

1° Toutes les personnes, exerçant dans la province la profession d'ingénieur civil le 15 janvier 1898, (date de l'entrée en vigueur de la loi 61 Victoria, chapitre 32), qui, dans l'année de cette date, ont demandé leur admission et payé les frais de souscription exigés par les règlements de la corporation;

1. All persons, being practising civil engineers within the Province on the 15th of January, 1898 (the date of the coming into force of the act 61 Victoria, chapter 32), who, within one year therefrom, applied for admission to and paid the subscription fees required under the by-laws of the Corporation;

2° Toutes les personnes qui, après avoir été admises à l'étude en vertu des dispositions de la présente loi, ont passé les examens prescrits et ont reçu de la corporation un diplôme d'ingénieur civil;

2. All persons who, having been admitted to study under the provisions of this act, shall have passed the prescribed examination and shall have been licensed as civil engineers by the Corporation;

3° Toutes les personnes qui ont le droit de se servir du titre d'ingénieur civil en vertu d'une loi de la province de Québec;

3. All persons having the right to use the title of Civil Engineer under an act of the Province of Quebec;

4° Toutes les personnes, membres de la corporation des arpenteurs de cette province le 15 janvier 1898, qui demandent à être admises en payant la souscription exigée par les règlements de la corporation;

4. All persons who were members of the Corporation of Land Surveyors of this Province on the 15th of January, 1898, and who apply for admission to the corporation and pay the subscription fees required under its by-laws;

5° Les ingénieurs qui, le 31 décembre 1917, étaient membres actifs de toute société reconnue d'ingénieurs civils et qui résidaient et exerçaient leur profession dans la province de Québec durant les quatre années qui ont précédé cette date, pourvu qu'ils aient fait inscrire leurs noms et leurs adresses dans les registres de la corporation avant le 1er mars 1924;

5. All engineers who, on the 31st of December, 1917, were active members of any recognized society of civil engineers, and who resided and exercised their profession in the Province of Quebec during the four years preceding such date, provided that they have had their names and addresses entered in the registers of the Corporation before the 1st of March, 1924;

6° Quiconque prouvera à la satisfaction du conseil qu'il ne résidait pas dans la province le 15 janvier 1898; que, par suite

6. Whosoever shall establish to the satisfaction of the Council that he was not a resident of this Province on the 15th

de cette absence, il n'a pu se conformer aux dispositions de la loi ni accomplir le temps d'étude et de service requis dans le bureau d'un membre de cette corporation; qu'il a toutefois exercé la profession d'ingénieur civil dans le sens de la présente loi pendant au moins dix ans, et qu'il est membre du plus haut degré de l'institution des ingénieurs civils ou de toute autre société nationale d'ingénieurs de la même importance, et donne un mois d'avis, et paye en même temps à la corporation la somme de cinquante dollars, et subit l'examen prescrit par le sous-paragraphe e du paragraphe 1 de l'article 13. S. R. 1925, c. 218, a. 7.

of January, 1898; that by reason of such absence he could not comply with the provisions of the law or give the periods of study and service required in the office or service of a corporate member of the Corporation; that he has, however, been practising as a civil engineer, within the meaning of this act, for not less than ten years, and that he is a member of the highest grade of the Institute of Civil Engineers or of any other national engineering society of similar standing; and gives one month's notice, and, at the same time, pays the Corporation the sum of fifty dollars, and passes the examination prescribed in paragraph e of subsection 1 of section 13. R. S. 1925, c. 218, s. 7.

Admission
des di-
plômés.

8. Le conseil doit admettre comme membre de la corporation toute personne domiciliée dans la province, qui détient un diplôme d'ingénieur civil ou de bachelier ès sciences appliquées de l'École polytechnique de Montréal ou de la faculté des sciences appliquées de l'Université McGill obtenu après le 1er mars 1922, ou un diplôme de bachelier en génie, obtenu après 1931, de la faculté de Génie, de l'Université McGill ou de l'École polytechnique de Montréal, pourvu que telle personne ait été inscrite comme membre étudiant de la corporation durant quatre années. Les quatre années de cléricature exigées ne s'appliquent pas aux étudiants qui étaient inscrits dans l'école et l'université susmentionnée à la date du 1er mars 1922. S. R. 1925, c. 218, a. 8; 23 Geo. V, c. 81, a. 3.

8. The Council shall admit as a member of the Corporation any person domiciled in the Province, who holds a diploma of civil engineering or the degree of Bachelor of Applied Science from the Polytechnic School of Montreal or the Faculty of Applied Science of McGill University, obtained after the 1st of March, 1922, or the degree of Bachelor of Engineering, obtained after 1931 from the Faculty of Engineering of McGill University or from the Polytechnic School of Montreal, provided that such person has been registered as a student member of the corporation during four years. The four years of clerkship required shall not apply to any student registered in the above-mentioned school or university on the 1st of March, 1922. R. S. 1925, c. 218, s. 8; 23 Geo. V, c. 81, s. 3. Holders
of degrees.

Idem.

9. Le conseil peut, à sa discrétion, sur rapport fait par les examinateurs de la corporation que le candidat possède les connaissances, capacités et qualités requises, admettre comme membre de la corporation toute personne résidant dans la province et porteur d'un diplôme d'ingénieur civil ou de bachelier ès sciences appliquées de toute école ou université reconnue, ou membre d'autres sociétés d'ingénieurs ou corporations d'ingénieurs professionnels d'égale importance, sur présentation de ses lettres de créance, et pourvu qu'elle paie les honoraires requis pour l'admission à la pratique. S. R. 1925, c. 218, a. 9.

9. The Council may, in its discretion, upon a report made by the examiners of the Corporation to the effect that the candidate possesses the required knowledge, capacity and qualifications, admit as a member of the Corporation any person residing in the Province and holding a diploma of civil engineering or the degree of Bachelor of Applied Science from any recognized school or university, or any member of any other engineering society or corporation of professional engineers of like importance, upon presentation of his credentials, and provided he pay the requisite fee for admission to practice. R. S. 1925, c. 218, s. 9. Idem.

Licence temporaire.

10. Le conseil a le pouvoir d'accorder à tout ingénieur résidant en dehors de la province de Québec et porteur d'un diplôme d'ingénieur civil ou de bachelier ès sciences appliquées de toute école ou université reconnue par le conseil, ou membre d'autres sociétés d'ingénieurs ou corporations d'ingénieurs également reconnues par le conseil, une licence temporaire pour pratiquer, sur paiement d'honoraires prévus par les règlements, pourvu que les ouvrages de génie projetés soient exécutés en collaboration avec un ingénieur membre en règle de la corporation. S. R. 1925, c. 218, a. 10.

10. The Council shall have the power to grant to any engineer, residing out of the Province of Quebec and being the holder of a diploma of civil engineering or of the degree of Bachelor of Applied Science from any school or university, recognized by the Council, or a member of other engineering societies or corporations of engineers likewise recognized by the Council, a temporary license to practice, upon payment of the fees provided for by the by-laws, on condition that the actual engineering work planned be carried out in collaboration with an engineer, member in good standing of the Corporation. R. S. 1925, c. 218, s. 10.

Temporary license.

Examineurs.

11. Un bureau d'examineurs est constitué, composé d'au moins six personnes résidant dans la province, chargé d'examiner les candidats pour l'admission à l'étude ou pour l'admission à la pratique du génie civil.

11. There shall be a board of examiners, of not less than six persons, who shall be resident in the Province, to examine candidates for admission to the study, or for admission to the practice of civil engineering.

Examiners.

Nominations.

Quatre de ces membres, dont deux doivent avoir la compétence et les qualités nécessaires pour faire l'examen des candidats à l'examen préliminaire et à l'examen final, en français ou en anglais, au choix du candidat, sont nommés par le conseil, un par l'Université McGill, et un par l'École polytechnique.

Four members of this board, two of whom must have the proper qualifications and competency to examine all candidates for preliminary and final examinations in French or in English, at the option of the candidate, shall be appointed by the council, one member by McGill University, and one by the Polytechnic School.

Appointments.

Quorum.

Trois des membres du bureau en forment le quorum.

Three members of the board shall constitute a quorum.

Quorum

Assemblées.

Ce bureau se réunit au moins deux fois par année, à Québec et à Montréal alternativement, le premier mardi de mai et le premier mardi de novembre. S. R. 1925, c. 218, a. 11.

The board shall meet at least twice each year, at the cities of Quebec and Montreal, alternately, on the first Tuesday in May and November. R. S. 1925, c. 218, s. 11.

Meetings.

Admission à l'étude. Avis.

12. 1. Tout candidat à l'admission à l'étude doit:

12. 1. A candidate for admission to study shall:

Admission to study.

a) Donner un avis d'un mois au secrétaire de la corporation de son intention de se présenter à l'examen, et payer, en même temps, audit secrétaire, des honoraires dont le montant sera fixé, de temps à autres, par règlement de la corporation et dont le montant n'excèdera pas cinquante dollars et dont la moitié lui est remise en cas d'échec à l'examen requis;

a. Give one month's notice to the secretary of the Corporation of his intention to present himself for examination, and at the same time shall pay such secretary fees, the amount whereof shall be fixed, from time to time, by by-law of the Corporation but not exceeding fifty dollars, and one-half of which shall be remitted in the event of failure to pass the prescribed examination;

Notice

Certificat.

b) Produire un certificat de bonne conduite;

b. Produce a certificate of good character;

Certificate

Examen.

c) Passer un examen sur les sujets suivants: grammaire et composition

c. Pass an examination in the following subjects, namely: grammar and com-

Examination.

- anglaises ou françaises; géographie générale et en particulier celle du Canada; histoire du Canada; arithmétique; éléments de géométrie; emploi des logarithmes; algèbre jusqu'aux et y compris les équations au deuxième degré; trigonométrie jusqu'à et y compris la solution des triangles rectilignes.
- position in either English or French; general geography, that of Canada in particular; history of Canada; arithmetic; elements of geometry; use of logarithms; algebra up to and including quadratic equations; trigonometry up to and including the solution of plane triangles.
- Certificat d'examen.** 2. S'il réussit, le candidat a droit à un certificat constatant qu'il a passé cet examen. 2. If successful, the candidate shall be entitled to a certificate that he has passed such examination. *Certificate.*
- Exemption.** 3. Si le candidat était porteur d'un certificat d'admission à l'étude comme arpenteur provincial le 15 janvier 1898, ce certificat est accepté au lieu de l'examen ci-dessus requis. 3. If, on the 15th of January, 1898, the candidate held a certificate of having been admitted to study as a provincial land surveyor, then such certificate shall be accepted in place of the foregoing examination. *Exemption.*
- Diplômés.** 4. Si le candidat est porteur d'un diplôme de bachelier ès sciences appliquées, de bachelier ès arts, de bachelier ès sciences ou de bachelier ès lettres, conféré par une université reconnue par le conseil, ou a reçu ses degrés et tient ses diplômes du Collège militaire royal, ou qu'il prouve, à la satisfaction du conseil, qu'il a passé les examens d'admission à l'étude dans une école ou une université de génie reconnue par le conseil, ou est diplômé comme arpenteur provincial, sur preuve satisfaisante qu'il est bien la personne nommée dans ce degré ou diplôme, il a droit de recevoir un certificat d'admission à l'étude en payant les honoraires ci-dessus mentionnés. 4. If the candidate holds a degree of Bachelor of Applied Science, Bachelor of Arts, Bachelor of Science, or Bachelor of Letters, conferred upon him by a university recognized by the Council, or has graduated from and holds the diploma of the Royal Military College, or proves, to the satisfaction of the Council, that he has passed the examinations for admission to study in an engineering school or university, recognized by the Council, or holds a diploma as provincial land surveyor, he shall, on making satisfactory proof that he is the person named in such degree or diploma, be entitled, on payment of the above-mentioned fee, to receive a certificate permitting him to study. *Holders of degrees.*
- Membres étudiants de l'Institut.** 5. Les membres étudiants de l'Institut des ingénieurs du Canada, domiciliés dans la province à la date du 1er mars 1922, ont droit à un certificat d'admission à l'étude à compter de la date de leur admission dans l'Institut des ingénieurs du Canada, pourvu qu'ils en aient fait la demande avant le 1er mars 1923. 5. Every student member of the Engineering Institute of Canada, domiciled in the Province on the 1st of March, 1922, shall be entitled to a certificate of admission to study, counting from the date of his admission to the Engineering Institute of Canada, providing he shall have made application therefor before the 1st of March, 1923. *Student members of E.I.C.*
- Cléricature.** 6. Tout étudiant doit faire la cléricature exigée par les dispositions de la présente loi, sous brevet passé avec un ingénieur membre de la corporation; ce brevet doit être passé devant notaire ainsi que tout transport qui peut en être fait, et copie authentique doit en être déposée entre les mains du registraire. La durée de la cléricature compte uniquement à partir de la date de l'enregistrement chez le registraire de la corporation. S. R. 1925, c. 218, a. 12; 23 Geo. V, c. 81, a. 4. 6. Every student must perform the clerkship exacted by the provisions of this act, under indentures entered into with an engineer member of the Corporation, which indentures shall be passed before a notary, as well as any transfer that may be made thereof, and an authentic copy of same must be deposited with the registrar. The period of clerkship shall count only from the date of registration with the registrar of the Corporation. R. S. 1925, c. 218, s. 12; 23 Geo. V, c. 81, s. 4. *Clerkship.*

- Admission à l'exercice.** **13. 1.** Tout candidat à l'admission à la pratique doit: **13. 1.** A candidate for admission to practice shall: **Admission to practice.**
- Avis.** a) Donner un avis d'un mois de son intention de se présenter à l'examen et payer en même temps au secrétaire des honoraires dont le montant sera fixé, de temps à autres, par règlement de la corporation mais n'excédant pas cent vingt-cinq dollars. **a.** Give one month's notice of his intention to present himself for examination, and, at the same time, pay the secretary the fees, the amount whereof shall be fixed, from time to time, by by-law of the Corporation but not exceeding one hundred and twenty-five dollars. **Notice.**
- Certificat.** b) Produire un certificat de bonne conduite; **b.** Produce a certificate of good character; **Certificate.**
- Age.** c) Prouver qu'il est âgé de vingt et un ans, au moins; **c.** Establish that he is at least twenty-one years of age; **Age.**
- Cléricature.** d) Prouver que, depuis son admission à l'étude, il a étudié le génie civil dans le bureau ou au service d'un membre de la corporation, pendant au moins cinq ans, ou pendant deux ans s'il a un diplôme d'arpenteur provincial; **d.** Establish that, since his admission to study, he has been engaged in the pursuit of civil engineering in the office or in the service of a corporate member of the society for a period of at least five years, or for a period of two years if he holds a diploma as a provincial land surveyor; **Clerkship.**
- Examens.** e) Passer un examen devant le bureau des examinateurs de la corporation sur la théorie et la pratique du génie civil, et spécialement sur l'un des sujets suivants, à son choix: travaux de chemin de fer, municipaux, hydrauliques, mécaniques, miniers ou électriques. **e.** Pass an examination before the board of examiners of the Corporation on the theory and practice of civil engineering, and specially in one of the following branches at his option: railway, municipal, hydraulic, mechanical, mining or electrical engineering. **Examination.**
- Élèves sous brevet en 1898.** 2. Les élèves sous brevet des ingénieurs civils le 15 janvier 1898, qui, dans les six mois qui ont suivi, ont produit leurs brevets pour être enregistrés par la corporation et payé les honoraires d'admission, sont, à la fin du terme entier de cinq ans, admis à exercer la profession d'ingénieur civil après avoir subi l'examen préliminaire et l'examen final prescrits par la présente loi. **2.** Indentured pupils of civil engineers, on the 15th of January, 1898, who, within six months thereafter, registered their indentures with the Corporation and paid the admission fees, shall, upon the completion of the full term of five years, be admitted to practice on passing the preliminary and final examinations as herein prescribed. **Pupils indentured in 1898.**
- Membres juniors de l'Institut.** 3. Les membres juniors de l'Institut des ingénieurs du Canada, domiciliés dans la province à la date du 1er avril 1922, avaient droit, à la discrétion du conseil, d'être admis membres de la corporation après avoir subi l'examen d'admission à la pratique, s'ils ont fait inscrire leurs noms et leurs adresses dans les registres de la corporation avant le 1er mars 1923. **3.** The junior members of the Engineering Institute of Canada, domiciled in the Province on the 1st of April, 1922, were entitled, in the discretion of the Council, to be admitted as members of the Corporation after having taken the examination for admission to practice, providing they had their names and addresses entered in the registers of the Corporation before the 1st of March, 1923. **Junior members of E.I.C.**
- Langue d'examen.** 4. Tous les examens doivent se faire en français ou en anglais, au choix du candidat. S. R. 1925, c. 218, a. 13; 23 Geo. V, c. 81, a. 5. **4.** Every examination shall be conducted in French or in English, at the option of the candidate. R. S. 1925, c. 218, s. 13; 23 Geo. V, c. 81, s. 5. **Languages.**

Admission
comme
membres.

14. Tout étudiant ayant passé les examens exigés par la présente loi, a droit de recevoir un diplôme et devient un membre de la corporation.

14. Any student who has passed the examination prescribed by this act shall be entitled to receive a diploma, and shall become a member of the Corporation. Admission as member.

Sujet bri-
tannique.

Pour être admis à l'étude de la profession d'ingénieur, en vertu des dispositions de l'article 12 de la présente loi et être admis à la pratique de ladite profession, et être membre de la corporation il faut être sujet britannique. Cette disposition ne s'appliquera pas aux ingénieurs, qui peuvent être employés comme professeurs à l'École polytechnique de Montréal, ou à la faculté de génie de l'Université de McGill, durant leur emploi seulement, ni aux personnes qui, avant le 13 avril 1933, (date de l'entrée en vigueur de la loi 23 George V, chapitre 81), avaient été admises à l'étude ou à la pratique de la profession d'ingénieur ou qui étaient membres de la corporation. S. R. 1925, c. 218, aa. 6a et 14; 23 Geo. V, c. 81, a. 2.

The candidate, in order to be admitted to the study of the engineering profession, under the provisions of section 12 of this act, and to be admitted to the practice of the said profession, and to become a member of the Corporation, must be a British subject. This provision shall not apply to the engineers who may be employed as professors at the Polytechnic School of Montreal or in the Faculty of Engineering of McGill University, for the period of their employment only, nor to the persons who, before the 13th of April, 1933 (the date of the coming into force of the act 23 George V, chapter 81), had been admitted to the study or the practice of the profession of engineering or who were members of the Corporation. R. S. 1925, c. 218, ss. 6a and 14; 23 Geo. V, c. 81, s. 2. British subject.

Excep-
tion.Approba-
tion des
règle-
ments.

15. Aucun règlement passé par la corporation n'a force et effet qu'après avoir été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 218, a. 15.

15. No by-law passed by the Corporation shall have any force or effect until approved by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 218, s. 15. Approval of by-laws.

Recouvre-
ment
d'hono-
raires.

16. Nulle personne exerçant la profession d'ingénieur civil sans en avoir le droit en vertu de la présente loi, ne peut réclamer devant un tribunal aucune somme d'argent pour services professionnels rendus en cette qualité. S. R. 1925, c. 218, a. 16.

16. No person practising the profession of civil engineer and not entitled to do so under this act shall recover before any court of justice any sum of money for the professional services rendered in such capacity. R. S. 1925, c. 218, s. 16. Recovery of fees.

Exercice
illégal.

17. Quiconque, sans être membre en règle de la corporation des ingénieurs professionnels de la province de Québec:

17. Any person, not being a member in good standing of the Corporation of Professional Engineers of the Province of Quebec, who,— Illegal practice.

1° Exerce la profession d'ingénieur civil;

1. Practises the profession of civil engineer;

2° En usurpe les fonctions;

2. Usurps the functions of the profession;

3° Prend verbalement ou autrement, le titre d'ingénieur civil, ou se sert d'une abréviation de ce titre, ou d'un nom, titre ou désignation pouvant faire comprendre qu'il est ingénieur civil ou membre de la corporation;

3. Assumes verbally or otherwise the title of civil engineer, or makes use of any abbreviation of such title, or of any name, title or designation which might lead to the belief that he is a civil engineer or a member of the Corporation;

4° S'annonce comme tel de quelque manière ou par quelque moyen que ce soit; ou

4. Advertises himself as such in any way or by any means; or

5° Agit de manière à donner lieu de croire qu'il est autorisé à remplir les fonctions d'ingénieur civil ou agir comme tel,

5. Acts in such manner as to lead to the belief that he is authorized to fulfil the office of or to act as a civil engineer,—

Pénalité.

Est passible, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois pour la première infraction et, pour chaque infraction subséquente, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois. S. R. 1925, c. 218, a. 17; 23 Geo. V, c. 81, a. 6.

Shall be liable, for the first offence, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than two hundred dollars, and, on failure to pay the same, to imprisonment for not more than three months, and, for any subsequent offence, to a fine of not less than two hundred dollars nor more than five hundred dollars, and, on failure to pay the same, to imprisonment for not more than six months. R. S. 1925, c. 218, s. 17; 23 Geo. V, c. 81, s. 6.

Recouvrement des amendes.

18. L'amende, dans chacun des cas ci-dessus, est recouvrable, avec les frais:

18. In each of the foregoing cases the fine shall be recoverable, with costs: Recovery of fines.

a) Soit devant la Cour supérieure ou la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, suivant le chiffre de la condamnation demandée;

a. Either before the Superior Court or the Circuit Court or the Magistrate's Court, according to the amount of the condemnation applied for,

b) Soit devant deux juges de paix ou tout autre fonctionnaire revêtu des mêmes pouvoirs du district où l'infraction a été commise.

b. Or before two justices of the peace or any other functionary having the same powers, of the district where the offence was committed.

Procédure.

Les délais d'assignation et toutes les autres procédures dans les actions et poursuites portées devant la Cour supérieure, la Cour de circuit ou devant la Cour de magistrat, sont régis par les dispositions du Code de procédure civile concernant les actions mues entre locataires et locataires et sont entendus par privilège de préséance.

The delays upon summonses and all other procedure in actions and proceedings brought before the Superior Court, the Circuit Court or the Magistrate's Court shall be governed by the provisions of the Code of Civil Procedure respecting actions between lessor and lessee and shall be heard by right of precedence. Procedure.

Idem.

Dans toutes poursuites autres que celles intentées devant la Cour supérieure, la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, les dispositions de la première et de la deuxième partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29,) sont applicables.

In all prosecutions other than those taken in the Superior Court, the Circuit Court or the Magistrate's Court, the provisions of Parts I and II of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29) shall apply. Idem.

Délai.

Ces actions ou poursuites peuvent être prises dans un délai de deux ans à compter de l'infraction commise. S. R. 1925, c. 218, a. 17a; 23 Geo. V, c. 81, a. 7.

Such actions or prosecutions may be taken within a delay of two years from the commission of the offence. R. S. 1925, c. 218, s. 17a; 23 Geo. V, c. 81, s. 7. Delay.

Emploi des amendes.

19. Les amendes payables en vertu de l'article 17 appartiennent à la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec, pour faire partie de ses fonds généraux. S. R. 1925, c. 218, a. 17b; 23 Geo. V, c. 81, a. 7.

19. The fines payable under section 17 shall belong to the Corporation of Professional Engineers of Quebec, to form part of its general funds. R. S. 1925, c. 218, s. 17b; 23 Geo. V, c. 81, s. 7. Ownership of fines.

Poursuites.

20. Toute poursuite sous l'empire de la présente loi est intentée:

20. Any prosecution under this act shall be taken: Prosecution.

1. Dans le cas du sous-paragraph *a* du premier alinéa de l'article 18, par et au nom de la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec qui, seule, a le droit de poursuivre et, dans telles actions il est suffisant d'alléguer l'infraction et les causes particulières au sujet desquelles la poursuite a été intentée et que le défendeur a agi contrairement à la loi;

2. Dans le cas du sous-paragraph *b* du premier alinéa dudit article 18, sur la dénonciation écrite attestée sous serment de toute personne majeure autorisée à cet effet par le conseil. S. R. 1925, c. 218, a. 17c; 23 Geo. V, c. 81, a. 7.

Preuve.

21. Dans toute poursuite, il incombe au défendeur de prouver qu'il avait le droit de pratiquer comme ingénieur et d'en prendre les titres, noms et qualités ou d'employer les lettres, signes ou indications qu'on lui reproche d'avoir pris ou employés. S. R. 1925, c. 218, a. 17d; 23 Geo. V, c. 81, a. 7.

Preuve de l'enregistrement.

22. Lorsque la preuve de l'enregistrement est requise en vertu de la présente loi, une copie ou un extrait du registre ou des livres de la corporation, sous le sceau de cette dernière et la signature de son registraire, est une preuve suffisante du contenu de cette copie ou de cet extrait sans qu'il soit nécessaire d'en produire l'original. S. R. 1925, c. 218, a. 17e; 23 Geo. V, c. 81, a. 7.

Arpenteurs.

23. Rien de contenu dans la présente loi ne doit être interprété comme portant atteinte aux droits et privilèges conférés aux arpenteurs provinciaux, par une loi quelconque de la Législature. S. R. 1925, c. 218, a. 18.

1. In the case of sub-paragraph *a* of the first paragraph of section 18, by and in the name of the Corporation of Professional Engineers of Quebec which alone shall have the right to take action, and, it is sufficient in such action to allege the offence and the particular reasons for which the prosecution was taken and that the defendant has acted contrary to law;

2. In the case of sub-paragraph *b* of the first paragraph of the said section 18, on the sworn information in writing of any person of the age of majority authorized for such purpose by the Council. R. S. 1925, c. 218, s. 17c; 23 Geo. V, c. 81, s. 7.

Proof.

21. In every prosecution, the defendant must prove that he had the right to practise as engineer and to assume the title, name and qualifications thereof or to employ the letters, signs or designation which he is reproached with having taken or employed. R. S. 1925, c. 218, s. 17d; 23 Geo. V, c. 81, s. 7.

Proof of registration.

22. Whenever proof of registration is required under this act, a copy or extract from the register or books of the Corporation, bearing the seal of the latter and the signature of its registrar, shall be sufficient proof of the contents of such copy or such extract without it being necessary to produce the original. R. S. 1925, c. 218, s. 17e; 23 Geo. V, c. 81, s. 7.

Land surveyors.

23. Nothing in this act shall be deemed to encroach upon the rights and privileges conferred upon provincial land surveyors by any act of the Legislature. R. S. 1925, c. 218, s. 18.